

Zeitschrift: Neue Schweizer Rundschau
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: - (1926)
Heft: 12

Artikel: Pan-européanisme ou Société des Nations?
Autor: Martin, William
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-760081>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pan-européanisme ou Société des Nations?

Par William Martin

L'Europe semble être parvenue aujourd'hui dans son évolution aux environs du point où se trouvait la Suisse vers 1830. Nous avons oublié cette époque, où les cantons étaient souverains, maîtres incontestés de leur politique économique. On comptait à l'intérieur de la Suisse onze mesures de pieds, cinquante espèces d'aunes, quatre vingt-sept mesures de grains, quatre-vingt une pour les liquides et cinquante poids différents. A côté du franc suisse de dix batz et du billon helvétique, le franc de France, les écus français de six livres, les écus de Brabant, de Bavière et de Wurtemberg avaient cours légal. Toutes les erreurs que nous avons vu commettre de nos jours, tous les excès d'un nationalisme et d'un protectionnisme extrêmes ont eu leur précédent sous la Restauration au sein de la Confédération. Incapables de s'entendre pour pratiquer en réponse au protectionnisme des autres pays une politique douanière commune, les cantons se faisaient au contraire les uns aux autres une guerre économique sans merci. On comptait en Suisse plus de quatre cents taxes sur le trafic des marchandises, cantonales, communales et même féodales, soixante de plus qu'en 1803. Il y en avait partout, sauf aux frontières extérieures. On ne construisait pas un pont ou une route sans faire payer un droit aux usagers. Le canton du Tessin ne prélevait pas moins de treize taxes différentes sur la route du Saint-Gothard, le Valais imposait des droits différentiels à la frontière vaudoise pour favoriser le trafic par la Savoie; sous prétexte d'un impôt de consommation, le canton de Berne frappait d'un véritable droit de douane les vins vaudois. Comme nous l'écrivons dans un ouvrage qui va bientôt paraître: «lorsqu'on envisage objectivement cette situation, on a le droit d'en dégager des conclusions consolantes. L'exemple de la Suisse sous la Restauration prouve... que toute situation, si mauvaise soit-elle, et surtout si elle est très mauvaise, peut trouver son remède. Il n'est pas beaucoup plus difficile d'assurer l'unité de l'Europe qu'il ne le fut, il y a un siècle, d'unifier la Suisse. Moins de trente années ont suffi pour cela, en dépit des préjugés, des résistances et des passions¹⁾.»

¹⁾ Payot, Paris. *Histoire de la Suisse.*

L'histoire de la Suisse sous la Restauration est caractérisée par un divorce entre les faits et les institutions. Les institutions renouvelées de l'Ancien régime en étaient restées aux besoins économiques du XVIII^e siècle. Les faits avaient, au contraire, évolué sous la pression du machinisme naissant et de l'intensification des communications. Ils exigeaient impérieusement une adaptation nouvelle des institutions, cette adaptation se produisit en 1847, lorsque naquit l'Etat fédératif.

Sans vouloir abuser des comparaisons historiques, il y a entre la situation de notre pays, voici un siècle et la situation de l'Europe, aujourd'hui, une singulière ressemblance. L'Europe, elle aussi, est caractérisée en ce moment par un divorce entre les traditions, qui sont purement nationalistes et les faits qui sont internationaux. Dans un ouvrage dont nous ne pouvons assez louer la clairvoyance, intitulé: *Les contradictions du monde moderne*, M. Francis Delaisi a démontré avec vigueur que le nationalisme est un mythe d'origine agraire, qui continue à dominer les esprits dans un monde de caractère industriel. La crise politique et morale que nous traversons est due à la lutte de ces deux principes et à la douleur des réadaptations nécessaires. Chose singulière, ce sont les gens qu'on qualifie généralement d'idéologues qui sont en accord avec les faits, alors que les réalistes se trouvent aujourd'hui en pleine idéologie.

L'histoire enseigne que, dans tous les cas où les idées et les faits se sont trouvés en désaccord, ceux-ci ont triomphé et qu'une rupture brusque s'est produite en leur faveur. L'histoire ne se répète pas exactement. Nous ne savons pas comment se produira l'évolution de l'Europe et sous quelle forme les nécessités économiques triompheront des résistances morales en face desquelles elles se trouvent. Ce qui est certain, c'est que cette évolution est dans l'air, qu'elle est déjà commencée et que son achèvement est vraisemblablement prochain.

Il n'est plus nécessaire aujourd'hui de démontrer l'inter-dépendance des Etats dans le domaine économique. Il n'y a pas un seul pays d'Europe qui puisse vivre de ses productions et produire sans importer. Partout, l'importation est une nécessité et comme on ne peut payer au dehors ce que l'on importe qu'en exportant, l'exportation est une nécessité égale. Le protectionnisme, qui a pour but de gêner les importations et par conséquent les exportations peut être un expédient fiscal ou économique momentané, mais c'est un remède empoisonné, dont les conséquences doivent nécessairement, à la longue, ruiner les Etats.

Dans le domaine économique, toutes les forces naturelles poussent vers l'intensification des échanges et la suppression des barrières qui s'y

opposent. L'expression politique de ce même besoin se révèle dans les efforts qui ont été accomplis au cours de ces dernières années pour rapprocher l'un de l'autre les deux grands peuples de l'Europe occidentale, les Français et les Allemands. La politique dont Locarno et Thoiry sont les symboles, n'est pas née arbitrairement dans la tête d'un ou deux hommes. Elle s'est dégagée avec une force presque irrésistible des besoins inconscients, mais profonds des deux pays et c'est là ce qui fait la garantie de son succès final, malgré les obstacles qui peuvent le retarder. Dans le domaine moral, enfin ce même besoin de rapprochement se fait sentir de plus en plus fortement. L'idéologie suit toujours les faits et leur donne à la fois leur explication et leur force créatrice. L'internationalisme, non dans le sens où l'entendaient nos pères, mais en tant que formule positive d'action internationale, triomphe aujourd'hui dans tous les domaines et les nationalistes eux-mêmes sont obligés de s'entendre, par dessus leurs frontières, pour conjuguer leur action.

On peut dire, sans exagération, qu'aujourd'hui, le besoin d'une organisation internationale est reconnu par tout le monde et que les adversaires mêmes de la Société des Nations songent moins à la supprimer qu'à la remplacer. Ces besoins d'organisation commune étant reconnus, deux formes d'organisation sont possibles, deux conceptions peuvent s'opposer. L'une consiste dans un rapprochement et une collaboration des peuples européens entre eux; l'autre, plus générale, vise à unir le monde tout entier.

Dans le domaine économique, la formule européenne s'appelle le cartel de l'acier. Elle est née de l'unité profonde qui existe entre l'industrie métallurgique de la France et celle de l'Allemagne, l'une basée sur le fer et dépourvue du charbon; l'autre basée sur le charbon et dépourvue du fer. Peu à peu, organiquement, sans idée préconçue, un réseau d'institutions économiques analogues s'étendent sur les différents pays, rendant de plus en plus illusoires les barrières douanières derrière lesquelles chacun cherche à se cacher. Dans le domaine politique, la formule européenne s'appelle, nous l'avons dit, Locarno ou Thoiry. Parente des préoccupations d'avant-guerre, elle tend à faire gouverner le continent par une coalition formidable et irrésistible. Mais cette formule a été modifiée par les conditions du monde d'aujourd'hui. Elle est moins une alliance qu'une politique d'arbitrage, elle ne cherche pas la guerre, mais la paix.

Dans le domaine moral, enfin, l'idéologie qui explique les faits, s'appelle le pan-européanisme. Le mouvement pan-européen vient de tenir à Vienne son premier congrès, qui a attiré sur lui l'attention de l'opinion publique.

La force de la conception pan-européenne du mouvement international est de répondre aux besoins les plus immédiats et les plus fortement ressentis par les peuples. Les intérêts communs qui nous lient à l'Amérique latine ou à l'Asie, sont moins évidents que ceux qui relient entre eux des peuples voisins. Leur formule est plus difficile à trouver et il est moins aisé de les traduire dans la vie pratique. Faire du travail pan-européen, c'est aller au plus pressé, ce qui est la meilleure manière d'aboutir à des résultats.

Ce mouvement n'en a pas moins deux grandes faiblesses. La première est de s'être particulièrement inspiré des préoccupations, non pas du continent européen tout entier, mais des pays de l'Europe centrale. C'est là que des frontières nouvelles, économiquement artificielles, ont bouleversé les conditions anciennes des échanges. C'est là que le besoin sinon de modifier ces frontières, au moins de les rendre invisibles, est le plus fort et comme les peuples de l'Europe centrale ne sont pas en mesure de s'entendre isolément entre eux, le Pan-Européanisme apparaît de leur part comme un appel à l'Europe. En d'autres termes, l'Europe centrale se trouve, vis-à-vis des pays moins éprouvés de l'Europe occidentale, dans la position dans laquelle nous nous trouvons nous-mêmes vis-à-vis des autres continents. Nous leur offrons de collaborer pour qu'ils viennent à notre aide. Cette difficulté n'est pas insurmontable et la misère qui s'étend sur notre continent diminue de jour en jour les distances qui séparent les peuples vainqueurs des peuples vaincus.

Mais le pan-européanisme se heurte à un autre obstacle, plus grave, celui de l'Angleterre. L'Angleterre est incontestablement un pays d'Europe et notre continent n'a aucune vitalité sans elle. Mais la Grande-Bretagne, tête d'un Empire mondial, ne peut pas être séparée de ses dominions. C'est pourquoi les promoteurs du mouvement pan-européen ont cru nécessaire de constituer à côté du groupement continental européen, d'autres groupements dont l'un comprendrait l'Angleterre et les pays qui dépendent d'elle. C'est là une vue schématique de la vie mondiale. On ne peut rien faire en Europe sans la Grande-Bretagne et vouloir constituer notre continent en dehors d'elle, c'est faire une œuvre économique et politique absolument vaine. C'est pourquoi un autre mouvement, celui de l'entente européenne, s'est constitué, non point sans doute en hostilité avec le mouvement pan-européen, mais en dehors de lui et sur des bases différentes. L'entente européenne, sans se préoccuper des dominions et laissant à l'Angleterre le soin de ses relations avec ses colonies, entend grouper l'Europe toute entière, telle qu'elle est, sans aucune exclusion.

Au fond, si les idées du comte Coudenhove-Kalergi sont trop exclusivement modelées sur les besoins de l'Europe centrale, celles de M. Nossig et de ses compagnons sont trop exclusivement inspirées par des nécessités franco-allemandes. Ce n'est pas en réalité une querelle au sujet de l'Angleterre qui divise ces deux tendances, c'est la conception même de la vie continentale.

Ces difficultés n'émanent pas du hasard. Si l'on a tant de peine à concevoir l'unité de l'Europe, c'est que cette unité n'existe pas, ni économiquement, ni politiquement. L'Europe n'existe pas sans la Russie et la Russie appartient déjà à l'Asie. Elle n'existe pas sans l'Angleterre et l'Angleterre appartient à ses dominions. De la Scandinavie aux Balkans, de la Finlande au Portugal, les intérêts des peuples européens sont profondément différents. Ces peuples, loin de collaborer tous à une œuvre commune et d'être dominés par des préoccupations convergentes regardent chacun de son côté vers le vaste monde. Economiquement, l'Europe ne se suffit pas à elle-même. Elle manque de matières premières, et surabonde en produits fabriqués. Elle ne peut pas travailler sans importer, elle ne peut pas vivre sans exporter; de même que chaque pays dépend de son voisin, l'Europe dépend dans une mesure aussi grande des autres continents. Politiquement, elle n'existe pas davantage. Déchirée qu'elle est par des querelles historiques, elle a besoin, pour établir sa propre paix sur des fondements solides, de la collaboration des peuples désintéressés qui ne sont pas en elle, mais en dehors d'elle.

D'ailleurs, qui dit Europe, dit Amérique, Asie, ou Afrique. Un continent ne se conçoit séparément que si les autres existent aussi. Ce n'est pas le cas. Qu'est-ce que l'Asie? Quelle communauté peut unir la Turquie et la Perse d'un côté, avec l'Inde au Sud, la Chine à l'Est? Qu'est-ce que l'Afrique? Quelle parenté trouve-t-on entre l'Union Sud-Africaine, le Maroc, l'Algérie ou l'Egypte? Et l'Amérique elle-même, qui sur la carte fait figure sinon d'un continent, au moins de deux, est divisée par des rivalités dont nous n'avons presque pas idée. Il a suffi qu'une question politique se pose à l'Assemblée de la Société des Nations pour déchirer le continent sud-américain et interdire aux Etats qui le composent toute collaboration sincère.

Impossible, la politique continentale n'est pas désirable. Tout groupement partiel est dirigé contre quelqu'un. Ce qui donne aujourd'hui un certain éclat aux idées pan-européennes, ce sont les difficultés que rencontre l'Europe dans ses relations avec les Etats-Unis. Qu'il l'avoue ou qu'il s'en défende, le pan-européanisme par sa nature, ne peut exister que

contre les Etats-Unis. Il a suffi d'autre part que des hommes d'Etats français et allemands se rencontrent pour jeter l'inquiétude en Italie et même en Angleterre. La constitution du cartel de l'acier a ému les masses immenses des consommateurs qui ont senti dans le syndicat des producteurs une menace pour leurs intérêts. Tout groupement, s'il ne comprend pas tout le monde, crée de l'inquiétude parmi ceux qui restent au dehors.

Ainsi l'on est ramené, dans la recherche d'une paix générale et durable, à une formule d'organisation compréhensive. L'universalité de la Société des Nations répond non point comme on l'a dit à la légère, aux théories illuminées du président Wilson, mais à des réalités économiques, politiques et morales profondes et inéluctables. Il est bon que le monde essaye de s'organiser autrement, car l'échec de toutes les tentatives partielles qui pourront être conçues sur une base continentale le ramènera nécessairement à la seule conception politique saine, celle de l'organisation universelle.

Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas tenir compte des besoins spéciaux qui peuvent être ressentis par tel ou tel peuple, et les unir; la Société des Nations n'exclut pas des ententes partielles, bien au contraire. Il y a incontestablement dans le monde des questions qui ne se posent qu'à certains pays ou qui sont plus faciles à résoudre sur une base étroite que dans leur généralité. Notre pays, tout petit qu'il est, a fait des expériences analogues et c'est pourquoi nous connaissons, à côté de la législation fédérale, les concordats inter-cantonaux.

Rien n'empêche les membres de la Société des Nations de s'entendre entre eux par voie de concordats ou de traités. Mais, il faut être très prudent dans cette voie et lorsque M. Loucheur a opposé à la conception du cartel de l'acier celle de la conférence économique de la Société des Nations, il a touché du doigt le véritable problème.

Rien n'empêche les peuples de se grouper par des ententes étroites, mais il faut que ces ententes restent ouvertes à tous les autres peuples et qu'elles soient conçues comme un acheminement vers des groupements de plus en plus larges, car tout ce qui unit les uns avec les autres sépare ceux-ci des tiers. Or, les peuples ont aujourd'hui besoin de paix et d'unité et non pas de nouvelles agitations.